

VEILLE

hebdomadaire

Observatoire du monde
arabo-musulman et du
Sahel

marché n° 2016 1050 015 976

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

Veille des réseaux sociaux / 13 – 19 janvier 2018

Manifestations populaires en Tunisie

Depuis le 8 janvier, des mouvements de protestations populaires ont agité le territoire tunisien. Ces manifestations ont lieu sept ans après la révolution de Jasmin qui avait renversé le président Ben Ali et été à l'origine des printemps arabes qui ont embrasé le Maghreb et le Moyen-Orient en 2011.

Les manifestants dénoncent la hausse des prix, face à un gel du salaire minimum. Ils s'opposent à l'instauration de la loi de finances 2018, qui amorce une augmentation des taxes et impôts. Les manifestations se sont rapidement étendues sur une large partie du territoire. Un jeune homme est décédé, le 8 janvier à Tebourba, à une trentaine de kilomètres de Tunis, après avoir été heurté par une voiture des forces de l'ordre alors qu'il manifestait. À l'origine de ces rassemblements, la campagne « Fech Nestannew » (Qu'est-ce qu'on attend), créée par un réseau de jeunes activistes de gauche le jour anniversaire des émeutes du pain du 3 janvier 1984, appelle à l'abrogation de la loi de finances.

Les Hashtags les plus utilisés sur Twitter par les internautes tunisiens sont #Fech_Nestannew (#Qu'est-ce qu'on attend) et #ne_saccage_pas_ton_pays_la_Tunisie_a_besoin_de_toi. Les internautes ont largement soutenu le mouvement mais nombre d'entre eux ont exprimé leur mécontentement à l'encontre des actes

de vandalisme qui ont pu avoir lieu en marge des manifestations. D'ailleurs, un hashtag a été lancé par le ministère de l'Intérieur dans le but de dénoncer ces actes. Pour les soutiens du mouvement, ce hashtag est apparu comme une volonté de décrédibiliser les revendications du peuple.

Enfin, les internautes n'ont pas manqué de relever le parallèle entre ces mouvements populaires et la révolution de Jasmin dont le septième anniversaire a été célébré le 14 janvier.

Dénonciation de la politique d'austérité du gouvernement

La loi de finances, entrant en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2018, instaure une nouvelle politique économique d'austérité, qui n'a pas plu à une partie de la population. Les contestataires ont signifié leur désaccord lors des récentes manifestations, ainsi que sur les réseaux sociaux.

« La colère contre la hausse des prix a convergé avec l'impatience des zones à fort taux de chômage et retard de développement. La #LF2018 [loi finance 2018] prévoit 0 solutions pour le chômage et le développement. #Fech_Nestannew » (@InesJed28).

Mahmoud Korchid, ministre tunisien des Domaines de l'État, a déclaré au sujet des tensions sociales liées à la hausse des prix : « Le panier du citoyen contient des légumes, de la viande, que faut-il faire, y ajouter une bouteille de vin ? », une déclaration qui a été vivement critiquée sur les réseaux sociaux.

La caricature ci-dessous représente un homme et une femme portant uniquement les anses d'un panier inexistant. On peut y lire : « Couple de Tunisiens sous le budget 2018. Ils portent tous les deux les anses du panier. »



Le panier vide est devenu un symbole réutilisé lors des manifestations, comme le montre cette photographie, sur laquelle on peut lire le message des manifestants : « 2018 le panier vide ».



Le mot d'ordre « Fesh Nastanew » (Qu'est-ce qu'on attend) a été repris par les manifestants et taggué à de nombreuses reprises, comme le montre le graffiti ci-dessous :



« Soutien total au mouvement #Fesh_Nestannew contre les mesures d'austérité issues de la loi de

finances 2018 en #Tunisie, en espérant que le droit constitutionnel (art. 37) de garantie de la liberté de rassemblement et de manifestations pacifiques ne soit pas un leurre » (@rassaa_rafik, 797 abonnés, 3 retweets, 7 likes).

La caricature ci-dessous représente l'allégorie du peuple tunisien, sous les traits d'un homme en guenilles portant avec difficulté des briques sur lesquelles est inscrit : « Terrorisme, Ignorance, Exclusion, Chômage, Pauvreté ». À gauche, on observe la main d'un homme en costume, symbole du gouvernement, lui jetant ces briques et clamant « Continuez, il peut encore encaisser ».



Les soutiens du mouvement « Qu'est-ce qu'on attend » dénoncent le manque de perspectives professionnelles, particulièrement dans les villes et villages périphériques tels que Tebourba :

« À Tebourba, il n'y a pas beaucoup de perspectives d'emplois. C'est simple, soit tu travailles dans les champs agricoles, soit tu vas à Tunis en sachant que tu vas dépenser plus de la moitié de ton salaire dans les transports, soit tu émigres à l'étranger » (@OlfaKhamira, journaliste basée en Tunisie, 5 938 abonnés, 7 retweets, 5 likes).

Certains ont enfin dénoncé les répressions policières :

« #Tunisie #MouvementsSociaux #Fesh_Nestannew Les autorités tunisiennes ont

clairement fait le choix de la confrontation. Arrestations d'activistes un peu partout, lacrymogène et charge de manifestants, armée déployée à #Gafsa et #Kasserine pour sécuriser les "biens publics"... » (@timvinchon, journaliste basé en Tunisie, 1 806 abonnés, 33 retweets, 27 likes).

Des critiques contre le traitement médiatique du mouvement

En effet, plusieurs internautes ont relevé le manque de couverture médiatique de ces événements, par les journalistes tunisiens :

« #Fech_Nestannev : Émission sur la prolifération des escargots sur la chaîne nationale » (@Aida_SAFI_, 2 166 abonnés, 15 likes)

Certains dénoncent une censure médiatique organisée par les pouvoirs publics :

« Le traitement médiatique tunisien de ce qu'il se passe dans le pays est en soi au cœur de la crise. Pas de crédibilité, pas de professionnalisme, pas d'éthique, comme si nous étions revenus au point de départ [2011]. Les représentants du gouvernement contrôlent les plateformes médiatiques face à l'absence totale de l'autre partie #le peuple. » (@fessi_salma, 14 retweets, 22 likes).

« Quelle est la meilleure solution pour que l'on ne parle plus des problèmes sociaux ? Réponse 1 - Essayer de régler les problèmes. Réponse 2 - Essayer d'empêcher les médias d'en parler. Vous avez 30 secondes » (@Guilhem_Klein, journaliste AFP, 75 912 abonnés).

D'autres blâment les médias pour centrer leur regard uniquement sur les débordements en marge des manifestations :

« Merci aux medias tunisiens qui ne parlent que des casseurs afin de discréditer le mouvement de protestation, on ne parle plus de la #LF2018 [Loi finance 2018] on parle de vol et de casse #Fesh Nastannev 7 ans et rien n'a changé #Tunisie » (@safimowa, tunisien).

« C'est fou à quelle vitesse le récit narratif de la crise en #Tunisie par les médias et la classe

politique s'est redirigée vers la sécurité, le terrorisme, et les accusations mutuelles des partis politiques. Le problème fondamental est le modèle économique néolibéral qui est conçu pour appauvrir la Tunisie. » (@FadhelKaboub, tunisien, 1 099 abonnés, 48 retweets, 50 likes)

Hashtag lancé par le ministère de l'Intérieur pour dénoncer les saccages publics

En réaction aux manifestations qui ont engendré des dégradations, le ministère de l'Intérieur a lancé sur les réseaux sociaux le hashtag #ne_s'accage_pas_ton_pays_la_Tunisie_a_besoin_de_toi.



Ce hashtag a été repris par des internautes scandalisés par les dégradations publiques, condamnant de manière virulente ces comportements :

« Les clochards qui patrouillent la nuit, fracassent nos propriétés privées et publiques et nous coupent les chemins, sont loin d'être des manifestants pacifistes... et quand la police fait son travail ils veulent passer pour des victimes...! » (@TUNISIEN, tunisien, 1 134 abonnés, 4 retweets, 22 likes).

« Quand le pays est stable, ce sont les hommes d'affaires et les politiciens qui pillent en silence, mais quand le pays devient instable ce sont les PAUVRES qui pillent à leur tour ... Les voleurs sont certes partout, Voilà! #Tunisie #Qu'est-ce qu'on attend #TnGov

#Ne_saccagez_pas_votre_pays » (@Al_Pacino_, tunisien, 7 623 abonnés, 33 retweets, 31 likes).

D'autres internautes ont exprimé leur agacement face au hashtag lancé par le gouvernement. En effet, certains ont considéré ce slogan comme un moyen de décrédibiliser le mouvement de protestation et de rediriger le débat vers les actes de vandalisme.

« Le ministère de l'Intérieur a annoncé la création d'un nouveau hashtag... oui ! Un nouveau hashtag !

#ne_ruinez_pas_votre_pays_la_Tunisie_a_besoin_de_vous. Pensez-ils réellement que la propagande patriotique est la solution ? » (@_med_Dhia, tunisien, 2 919 abonnés).

« Ce n'est pas seulement pour discréditer les revendications sociales que la classe politique dirigeante criminalise les mouvements sociaux et traite les manifestants de casseurs et fauteurs de troubles. C'est aussi parce qu'ils croient vraiment que nous sommes des écerclés et ignorants qui sommes incapables d'avoir l'ambition de vivre mieux et de revendiquer des droits et une vraie justice. Pour eux, ceci ne peut pas être vrai. Et donc, pour eux, nous sommes tout simplement illégitimes, vendus ou pire, manipulés » (Henda Chennaoui, journaliste tunisienne, 18 537 abonnés sur Facebook).

Certains internautes ont également révélé les tentatives d'intimidations du gouvernement envers des correspondants étrangers :

« *#Tunisie : ce gouvernement est à la ramasse : après les arrestations et l'intimidation d'activistes et de militants de l'opposition, l'heure est à l'intimidation des correspondants étrangers. Si la recette avait fonctionné pour Ben Ali, ça se saurait.* » (@HamilcarB, 3 478 abonnés, 22 retweets, 7 likes).

« Le syndicat national des journalistes tunisiens soutient les journalistes étrangers qui couvrent le 7^{ème} anniversaire de la Révolution en #Tunisie en rappelant que le président Béji Caïd Essebsi est connu pour ses attaques contre les journalistes en général » (@liliopatra, journaliste vivant en Tunisie, 39 569 abonnés, 12 retweets, 11 likes).

Le 11 janvier, un correspondant étranger a en effet été escorté par la police au commissariat afin d'y être interrogé. Plusieurs internautes, dont de nombreux journalistes sur place ont relayé l'information :

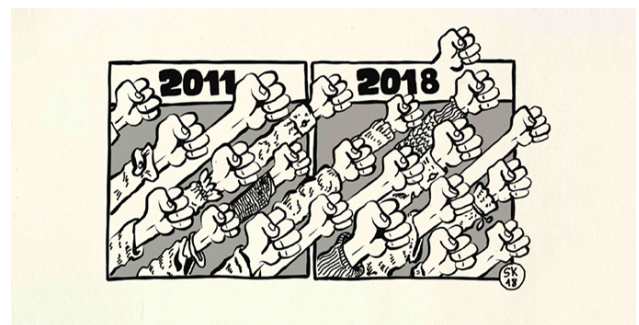
« Le @NAFCC_journos déplore la convocation d'un #correspondant étranger. Le 11 janvier, la Garde nationale s'est rendue au domicile de @mathieu_galtier pour l'emmenner au poste du Bardo afin de le questionner. #Tunisie #journaliste #pressfreedom #Fech_Nestannev » (@Maryline_Dumas, journaliste vivant en Tunisie, 2 646 abonnés, 30 retweets, 7 likes)

Double commémoration de l'anniversaire de la révolution de Jasmin de 2011 et des émeutes du pain de 1984

Le 14 janvier, les manifestations se sont poursuivies se confondant avec la date de commémoration du déclenchement des révoltes arabes qui ont débuté en Tunisie en 2011. Cette mémoire a été largement mobilisée.

« *Les vents de la liberté de janvier soufflent* » (@ghonem_alia, tunisienne).

La caricature ci-dessous juxtapose la révolte de Jasmin de 2011 aux événements actuels, ces derniers étant présentés comme le prolongement de la première.



« Il y a 7 ans, la #Tunisie s'est mise à rêver d'un jour nouveau libre. 7 ans plus tard ma pauvre Tunisie est certes libre de Ben Ali mais enfermée par le chaos. Elle crie famine et dignité. Que l'esprit du 14 janvier 2011 la relève et la sauve »

(@sirenrogue, 1 217 abonnés, 58 retweets, 61 likes)

La comparaison avec les émeutes du pain de 1983-1984 a également été soulignée par les internautes. En effet, à l'instar des protestations actuelles, les émeutes du pain ont éclaté à la suite d'un plan de restructuration de l'économie tunisienne qui s'est soldé par une hausse du prix pain et des produits céréaliers tels que la semoule.

« Je vous rappelle que ceci n'est pas une version 2.0 de la révolution de Jasmin 2011. C'est plutôt la version 2.0 des émeutes du Pain de 1983-84 » (@yassineselmi23, 1 254 abonnés, 16 likes).

« Parce qu'à un moment, les mesures d'austérité provoquent des protestations sociales de plus en plus grandes, les Plans d'Ajustement Structurels (PAS) du #FMI en #Tunisie ont été les préludes à un retour de la dictature #PAS1986 #PAS2013 #Fech_Nestanneu » (@ChafikOTE, 243 abonnés, 7 retweets, 8 likes).

Mention d'un complot ourdi par les Émirats arabes unis

Enfin, certains internautes interprètent les événements à la lumière du complotisme. Ils évoquent une conspiration fomentée par les Émirats arabes unis. Ces théories reçoivent un large écho sur les réseaux sociaux :

« Pourquoi, les Émirats arabes unis, souhaitez-vous la destruction de la Tunisie, après celle de l'Égypte et de la Libye ? Pourquoi haïssez-vous la liberté, le consensus et les élections ? Pourquoi détestez-vous l'expérience tunisienne ? » (@MohamedHnid, maître de conférence à la Sorbonne, 30 804 abonnés, 116 retweets, 345 likes).

« Manifestations en Tunisie et protestations au Yémen. Les deux pays ont rendu visite à #Erdogan. Qui cherche à brûler les pays arabes ? Posez-vous des questions sur l'Émirat pirate et le prince héritier » (@abbasaldhaleai, journaliste yéménite, 109 598 abonnés, 13 retweets, 85 likes).